



**RETURN BIDS TO :  
RETOURNER LES SOUMISSION À:**

**Canada Revenue Agency  
Agence du revenu du Canada**

**Proposal to: Canada Revenue Agency**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein and/or attached hereto, the goods and/or services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition à : l'Agence du revenu du Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, en conformité avec les conditions énoncées dans la présente incluses par référence dans la présente et/ou incluses par référence aux annexes jointes à la présente les biens et/ou services énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Bidder's Legal Name and Address (ensure the Bidder's complete legal name is properly set out)  
Raison sociale et adresse du Soumissionnaire (s'assurer que le nom légal au complet du soumissionnaire est correctement indiqué)**

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Bidder MUST identify below the name and title of the individual authorized to sign on behalf of the Bidder –  
Soumissionnaire doit identifier ci-bas le nom et le titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire**

\_\_\_\_\_  
**Name /Nom**

\_\_\_\_\_  
**Title/Titre**

\_\_\_\_\_  
**Signature**

\_\_\_\_\_  
**Date (yyyy-mm-dd)/(aaaa-mm-jj)**  
( ) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
**Telephone No. – No de téléphone**  
( ) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
**Fax No. – No de télécopieur**

\_\_\_\_\_  
**E-mail address – Adresse de courriel**

**REQUEST FOR PROPOSAL /  
DEMANDE DE PROPOSITION**

<b>Title – Sujet</b> Logiciel de transfert géré de fichiers	
<b>Solicitation No. – No de l'invitation</b>  100032408	<b>Date</b>  01-11-2017
<b>Solicitation closes – L'invitation prend fin</b> <b>on – le 2017-12-11</b> <b>at – à 2:00 P.M. / 14 h</b>	<b>Time zone – Fuseau horaire</b>  EST /HNE Eastern Standard Time/ Heure Normale de l'Est
<b>Contracting Authority – Autorité contractante</b> Name – Nom Shawn Corbett Address – Adresse 250 Albert Street, 8th Floor, Ottawa, ON E-mail address – Adresse de courriel – <a href="mailto:shawn.corbett@cra-arc.gc.ca">shawn.corbett@cra-arc.gc.ca</a>	
<b>Telephone No. – No de téléphone</b> (613)995-4744	
<b>Fax No. – No de télécopieur</b> (613) 957-6655	
<b>Destination - Destination</b>  See herein / Voir dans ce document	



## **Demande de Proposition (DDP)**

**Titre:** Logiciel de transfert géré de fichiers

### **Partie 1 Renseignements généraux**

#### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions est divisée en sept parties, ainsi que des appendices et des annexes, comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : fournit aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Certificats : comprend les certificats remis avec la soumission et ceux remis avant l'octroi du contrat
- Partie 6 Modèle de contrat: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

#### **Liste des annexes:**

Annexe A: Énoncé des travaux

Annexe B: Base de paiement

Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité



## 1.2 Sommaire

L'Agence du revenu du Canada (ARC) propose d'acheter une solution commerciale sur étagère qui répondra de façon optimale à ses besoins en matière de transfert de dossiers. Cette solution offrira de la gouvernance et de la gestion pendant la durée entière des transferts de données impliquant des dossiers. Ces transferts de dossiers pourraient comprendre les transferts effectués par l'ARC aux autres ministères ainsi qu'aux agences du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux. Ils pourraient également comprendre les transferts de dossiers aux autorités fiscales étrangères, aux institutions financières et à d'autres partenaires opérationnels au Canada.

## 1.3 Glossaire de termes

TERME	DEFINITION
ARC	Agence du revenu du Canada
rendu droits acquittés (RDA)	Coûts de livraison, incluant les droits, acquittés jusqu'à un lieu désigné dans le pays d'importation. S'applique à tous les modes de transport.
proposition	Une présentation sollicitée par une partie à fournir certains biens ou services. Le mot «proposition» est utilisé de façon interchangeable avec «soumission»
demande de soumissions	Un acte ou une instance de demande de propositions / appels d'offres concernant certains produits et / ou services.
Nom de l'autorité adjudicative	Agence du revenu du Canada
jour/ mois/année	Pour les besoins de l'évaluation technique, un (1) mois équivaut à un minimum de 16,67 jours facturables (un jour correspond à 7,5 heures), et une (1) année équivaut à un minimum de 200 jours facturables. Tout jour facturable supplémentaire au cours d'une même année n'augmentera pas l'expérience acquise pour les besoins de l'évaluation.

## 1.4 Séance de compte rendu des soumissionnaires

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient faire la demande à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte-rendu peut être effectué par écrit, par téléphone ou en personne.



## Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires

### 2.1 Exigences obligatoires

Lorsque des passages contenant les mots « doit » et « obligatoire » figurent dans le présent document ou tout autre document connexe faisant partie des présentes, l'élément décrit constitue une exigence obligatoire.

À défaut de respecter ou de montrer qu'elle respecte une exigence obligatoire, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée.

#### 2.1.1 Signatures

Les soumissionnaires DOIVENT signer la page 1 (page de couverture) de la demande de propositions et signer l'attestation coentreprises, si applicable, indiquée à Partie 5.

### 2.2 Instructions, clauses et conditions uniformisées A0000T (2012-07-16)

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de cette demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence du CUA	Titre de la clause	Date
A3015T	Certifications	2014-06-26
C3011T	Fluctuation du taux de change	2013-11-06

#### 2.2.1 Révisions aux instructions uniformisées 2003

2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentielles telles qu'elles ont été révisées.

L'article 01 intitulé « Dispositions relatives à l'intégrité– soumission » est par la présente supprimée dans sa totalité et est remplacée par ce qui suit :

1. La *Directive sur l'intégrité des fournisseurs (DIF)* en vigueur le 24 mai 2016 sont incorporés par renvoi à la demande de soumissions et en font partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la DIF, laquelle se trouve à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/menu-fra.html>.
2. En vertu de la DIF, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La DIF décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :



- a. dans les délais prescrits dans la DIF, tous les renseignements exigés dans la DIF qui sont décrits dans la section intitulée «Fourniture obligation de renseignements»;
  - b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la DIF. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :
- a. qu'il a lu et qu'il comprend la [DIF \(http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/menu-fra.html\)](http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/menu-fra.html);
  - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la DIF, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la DIF;
  - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
  - d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la DIF;
  - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la DIF et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
  - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la DIF, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

L'article, 02, intitulée « Numéro d'entreprise - approvisionnement », est par la présente supprimée dans sa totalité et est remplacée par ce qui suit : Les fournisseurs doivent obtenir un numéro d'entreprise (NE) avant l'attribution du contrat. Les fournisseurs peuvent inscrire un NE en ligne à <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/bn-ne/menu-fra.html>.

L'article 03 intitulé « Instructions, clauses et conditions uniformisées », la phrase, « Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C., 1996, ch.16, » est par la présente supprimée.

L'article 05 intitulé « Présentation des soumissions », le paragraphe 2d) est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit : « d) envoyer sa proposition uniquement à l'Unité de réception des soumissions de l'Agence du revenu du Canada précisée, ou à l'adresse indiquée dans la demande de proposition Section 2.3. »

L'article 05 intitulé « Présentation des soumissions », paragraphe 4, « soixante (60) jours » est supprimé et remplacé par « 120 jours ».

L'article 06 intitulé « Soumissions déposées en retard », « TPSGC » est par la présente supprimé et remplacé par « l'ARC ».



L'article 07 intitulé « Soumissions retardées », toutes les références à « TPSGC » sont par la présente supprimées et remplacées par « l'ARC ».

L'article 12 intitulé « Rejet d'une soumission », supprimer entièrement les paragraphes 1a) et 1b).

L'article 17 intitulé « Coentreprise », est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :

#### 17 Coentreprise

1. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelé consortium, pour déposer ensemble une soumission pour un besoin. Un soumissionnaire qui dépose une soumission à titre de coentreprise contractuelle doit l'indiquer clairement dans sa soumission (à Partie 5) et fournir les renseignements suivants :
  - a) le nom de la coentreprise contractuelle;
  - b) le nom de chaque membre de la coentreprise contractuelle;
  - c) le numéro d'entreprise – approvisionnement de chaque membre de la coentreprise contractuelle;
  - d) une attestation signée par chaque membre de la coentreprise déclarant et garantissant l'exactitude des éléments suivants :
    - (i) le nom de la coentreprise (le cas échéant);
    - (ii) les membres de la coentreprise;
    - (iii) le numéro d'entreprise (NE) de chaque membre de la coentreprise;
    - (iv) la date d'entrée en vigueur de la formation de la coentreprise;
    - (v) le fait que la coentreprise sera toujours en vigueur après la date de dépôt de la soumission;
    - (vi) le fait que chaque membre de la coentreprise a désigné un membre (le « membre principal ») et lui a accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au marché après l'attribution du contrat (si un contrat est accordé à la coentreprise), y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de travaux.
  - e) le nom du représentant de la coentreprise (le « membre principal »), c'est-à-dire le membre désigné par les autres membres pour agir en leur nom.
2. Si les renseignements ci-dessus contenus dans la soumission ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.
3. Malgré le fait que les membres de la coentreprise ont désigné un des leurs pour représenter la coentreprise, la soumission, y compris toute attestation qui doit l'accompagner et tout contrat qui en découle, doit être signée par l'ensemble des membres de la coentreprise.
4. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous les membres de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables ou individuellement responsables de l'exécution de tout contrat subséquent.
5. Dans le cas d'une coentreprise contractuelle, aucun différend, aucune réclamation ou action en dommages-intérêts, qu'il soit fondé sur un contrat, un délit civil ou toute autre théorie du droit, découlant de quelque façon que ce soit de la demande de propositions, du contrat ou de tout document connexe ou émis par la suite, y compris, sans pour autant s'y limiter, les autorisations de travaux et les modifications au contrat, ne peut être présenté ou intenté contre l'ARC, y compris, sans pour autant s'y limiter, l'ensemble de ses agents, de ses employés ou de ses mandataires, à moins que chaque membre de la coentreprise soit partie à un tel différend, ou à une telle réclamation ou action en dommages-intérêts (selon le cas).
6. Le soumissionnaire devra obtenir, au préalable, l'approbation écrite de l'autorité contractante pour tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après le dépôt de la soumission. Tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après dépôt de la soumission sans



l'approbation écrite préalable de l'autorité contractante donnera lieu à l'élimination de la soumission ou, si un tel changement se produit après l'attribution du contrat, la coentreprise sera réputée avoir manqué à ses obligations en vertu du contrat.

À l'article 20 intitulé, « Autres renseignements », le paragraphe 2 est par la présente supprimé et remplacé par ce qui suit : Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions peuvent être adressées à l'autorité contractante dont le nom figure dans la demande de proposition.

L'article 21 intitulé « Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission » est par la présente supprimée dans sa totalité.

### **2.3 Transmission des propositions**

En répondant, le soumissionnaire DOIT envoyer la proposition à l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée ci-dessous au plus tard à l'heure et à la date figurant à la page 1.

LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT SOUMETTRE LEURS PROPOSITIONS À :

Agence du revenu du Canada  
Unité de réception des soumissions  
Centre de technologie d'Ottawa  
Quai de réception  
875, chemin Heron, Salle D-95  
Ottawa, ON K1A 1A2  
N° de téléphone: (613) 941-1618

Par la présente, les soumissionnaires sont informés que l'Unité de réception des soumissions de l'ARC est ouvert du lundi au vendredi inclusivement, de 730 h à 1530 h, sauf les jours fériés observés par le gouvernement fédéral.

LES PROPOSITIONS TRANSMISES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE NE SERONT PAS ACCEPTÉES. En raison de la nature de la présente soumission, la transmission électronique d'une proposition par un mode tel que le courrier électronique ou le télécopieur n'est pas considéré pratique, et par conséquent, elle ne sera pas acceptée.

### **2.4 Communications en période de soumission A0012T (2014-03-01)**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins 15 jours civils avant la date de clôture. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### **2.5 Lois applicables – soumission A9070T (2014-06-26)**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom



de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **2.6 Termes et Conditions**

Par la présente, le soumissionnaire atteste qu'il est conforme aux articles, aux clauses et aux modalités contenus ou mentionnés dans la présente demande de proposition (DDP) et le présent Énoncé des travaux (EDT) et qu'il les accepte. Toute modification, ou prix conditionnel du soumissionnaire, y compris les suppressions ou tout ajout apporté aux articles, aux clauses et aux modalités contenus ou mentionnés dans la présente DDP et/ou le document d'EDT feront en sorte que la soumission soit jugée non recevable.





### Partie 3 Directives sur la présentation de la soumission

#### 3.1 Soumission - nombre d'exemplaires CRA MOD A0055T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Proposition technique (6 exemplaires papier) et (1 copie électronique) sur DVD;

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Proposition financière (1 exemplaires papier) et (1 copie électronique) sur DVD;

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec Appendice 3: Proposition Financière. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations dûment remplies avec leur soumission

Section IV :

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

#### 3.2 Présentation et système de numérotation des soumissions CRA MOD A0054T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b. utiliser du papier recyclé et imprimé des deux côtés. La réduction de la taille des documents contribuera aux initiatives de développement durable de l'ARC et réduira le gaspillage;
- c. éviter d'utiliser des formats couleur et lustrés;
- d. utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- e. comprennent les attestations dans une section distincte de la soumission



## Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection

### 4.1 Généralités

Un comité formé de représentants de l'ARC évaluera les propositions pour le compte de l'Agence. Les services d'experts-conseils indépendants peuvent être retenus afin d'aider à l'évaluation ou à la validation d'aspects particuliers de la solution proposée. L'ARC se réserve le droit d'embaucher n'importe quel expert-conseil indépendant ou d'employer toute ressource gouvernementale qu'elle juge nécessaire à l'évaluation de toute proposition.

Les propositions seront évaluées conformément aux critères d'évaluations déterminés aux conjointement avec les conditions précisées dans l'Énoncé des travaux (EDT). On encourage les soumissionnaires à traiter de ces critères de façon approfondie pour que leur proposition puisse faire l'objet d'une évaluation complète. Il revient au soumissionnaire de démontrer qu'il respecte les exigences mentionnées dans la demande de soumissions.

Les soumissionnaires sont informés que le simple fait de dresser la liste des expériences sans fournir les renseignements à l'appui permettant de décrire où et comment de telles expériences ont été acquises ne sera pas considéré comme démontré aux fins de cette évaluation. Les soumissionnaires ne devraient pas supposer que l'équipe d'évaluation connaît nécessairement l'expérience et les capacités du soumissionnaire ou de toute ressource proposée; toute expérience pertinente doit être démontrée dans la proposition écrite du soumissionnaire.

### 4.2 Étapes du processus de sélection

Le processus de sélection visant à déterminer le soumissionnaire retenu se déroulera de la façon suivante :

Nonobstant les étapes 1 et 2, ci-dessous, dans le but d'accélérer le processus d'évaluation, l'ARC se réserve le droit d'effectuer l'étape 3 – Évaluation des propositions financières, simultanément avec les étapes 1 et 2. Si l'ARC décide d'exécuter l'étape 3 avant l'achèvement de l'étape 2, les renseignements contenus dans la proposition financière ne seront pas divulgués à l'équipe chargée de l'évaluation des sections obligatoires et cotées tant que les étapes 1 et 2 ne seront pas terminées. Cependant, si l'autorité contractante est en mesure de constater que la proposition est non recevable, car la proposition financière est incomplète ou comporte une erreur, elle informera l'équipe chargée d'évaluer les sections obligatoires que la proposition est non recevable et qu'elle ne devrait pas être retenue. L'évaluation parallèle de la proposition financière ne peut en aucune façon être interprétée comme signifiant que le soumissionnaire satisfait aux étapes 1 et 2, en dépit de l'énoncé selon lequel « toutes les soumissions respectant les seuils minimaux formulés à l'étape 2 passeront à l'étape 3 ».

Les soumissions seront classées selon la méthode de sélection.

#### **Étape 1 – Évaluation en fonction des critères obligatoires**

Toutes les soumissions seront évaluées pour déterminer si toutes les exigences obligatoires figurant à l'appendice 1 « Critères obligatoires » ont été respectées. Seules les soumissions qui respectent TOUTES les exigences obligatoires seront ensuite évaluées conformément à l'étape 2 ci-dessous.



### **Étape 2 – Évaluation en fonction des critères cotés**

Toutes les propositions qui respectent les critères de l'étape 1 seront évaluées et cotées conformément aux critères cotés par points détaillés à l'annexe A, Énoncé d'exigence pour déterminer la cote totale pour la valeur technique du soumissionnaire.

*Les soumissions seront ensuite évaluées conformément à l'étape 3 ci-dessous.*

### **Étape 3 – Évaluation des propositions financières**

Seules les propositions conformes sur le plan technique qui respectent toutes les exigences mentionnées aux étapes 1 et 2 seront examinées à cette étape.

Les prix soumis seront évalués afin de déterminer la cote pour le prix d'évaluation de la soumission, telle qu'elle est définie à l'appendice 3 « Proposition financière ». Une fois que l'évaluation des prix des offres est déterminée dans l'étape 3, les propositions passeront à l'étape 4.

Pour chaque article présenté, les soumissionnaires doivent indiquer un prix, un pourcentage ou un poids, selon le cas, dans le format précisé à l'appendice 3 « Proposition financière ». Les fourchettes (p. ex. entre 10 \$ et 13 \$) ne sont pas acceptables.

### **Étape 4 – Méthode de sélection**

Clause [A0027T](#) du guide des CCUA (2012-07-16), Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit remplir les conditions suivantes :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - b. respecter tous les critères obligatoires.
2. Les soumissions qui ne respectent pas a. et b. seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera fondée sur la cote combinée recevable la plus élevée pour la valeur technique et le prix. Le ratio sera de 70 % pour la valeur technique et 30 % pour le prix.
4. Pour établir la cote pour la valeur technique, la cote technique générale pour chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : le nombre total de points obtenus divisé par le nombre de points maximum disponible, multiplié par le ratio de 70 %.
5. Pour établir la cote pour le prix, la cote générale pour le prix de chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : le prix évalué du soumissionnaire le plus élevé divisé par le prix de chaque soumissionnaire recevable, multiplié par le ratio de 30%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cote pour la valeur technique et la cote pour le prix seront ajoutées pour déterminer la cote combinée.
7. Ni la soumission recevable ayant obtenu la cote technique la plus élevée ni celle dont le prix évalué est le plus bas ne seront nécessairement acceptées. La soumission recevable ayant reçu la cote combinée la plus élevée pour la valeur technique et pour le prix sera recommandée aux fins d'attribution d'un contrat.

Dans les situations où deux soumissionnaires ou plus obtiennent la même cote totale combinée pour la valeur technique et pour le prix, le soumissionnaire recommandé aux fins d'attribution du contrat sera le soumissionnaire conforme dont le prix de la soumission est le moins élevé.

Exemple:



Soumis- sionnaire	Note pour la valeur technique 1000 points	Note pour la valeur technique (X) (70%)	Prix de la soumission	Cote pour le prix (Y) (30%)	Cote totale combinée (X+Y)
1	620	$620/1000 \times 70 = 43.4$	<b>\$500,000*</b>	$500,000/500,000 \times 30 = 30$	73.4
2	650	$650/1000 \times 70 = 45.5$	\$520,000	$500,000/520,000 \times 30 = 28.85$	74.35
3	720	$720/1000 \times 70 = 50.4$	\$580,000	$500,000/580,000 \times 30 = 25.86$	76.26
4	<b>790</b>	<b><math>790/1000 \times 70 = 55.3</math></b>	<b>\$700,000</b>	<b><math>500,000/700,000 \times 30 = 21.43</math></b>	<b>76.73***</b>
5	<b>960**</b>	$960/1000 \times 70 = 67.2$	\$2,000,000	$500,000/2,000,000 \times 30 = 7.50$	74.7

\* Proposition techniquement conforme la moins chère (soumissionnaire 1)

\*\* Proposition la plus conforme sur le plan technique (soumissionnaire 5)

\*\*\* Proposition gagnante (soumissionnaire 4)

Le soumissionnaire, ayant passé les exigences pour cette étape, passera à l'étape 5.

### Étape 5 – Preuve de Mise a L'Essai

Le soumissionnaire dont la soumission recevable ayant reçu la cote la plus élevée telle qu'elle est définie à l'étape 4 passera à l'étape d'essai de validation de la proposition de l'évaluation. L'autorité contractante peut demander au soumissionnaire de fournir sa solution proposée aux fins de démonstration et d'essai de validation de la proposition (VP) à un emplacement désigné de l'ARC, avec la participation et l'aide du soumissionnaire.

L'autorité contractante fournira au soumissionnaire une liste d'exigences obligatoires et cotées qui seront assujetties à une validation par l'ARC à tout le moins dix (10) jours ouvrables avant la date d'essai de validation de la proposition prévue pour le soumissionnaire. Nous nous réservons le droit de mettre à l'essai tout ou partie des critères obligatoires ou cotés par points dans la DDP.

L'objectif de la validation de la proposition sera de valider la proposition et la solution proposée du soumissionnaire relativement aux exigences obligatoires et cotées. S'il existe un écart évident entre le produit ou le rendement des produits présentés aux fins de l'essai de validation de la proposition et la solution proposée dans la proposition du soumissionnaire, l'ARC se réserve le droit de mener tous les autres essais requis pour valider la proposition du soumissionnaire.

Dans dix (10) jours civils suivant une demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire dont la soumission recevable a reçu la cote la plus élevée doit livrer une solution prête aux fins d'un essai à un emplacement désigné de l'ARC dans la région de la capitale nationale du Canada (à déterminer avant l'avis au soumissionnaire). L'ARC prendra en charge tous les coûts relatifs aux installations choisies et à l'infrastructure requise (c.-à-d. le réseau de l'ARC) et aux employés de l'ARC. Tous les coûts du soumissionnaire, y compris la livraison de la solution et le soutien fourni au cours de la validation de principe, seront assumés par ce dernier. L'ARC effectuera les essais conformément aux procédures d'essais existantes de l'ARC.



La durée des essais de validation de la proposition ne dépassera pas dix (10) jours ouvrables, à moins qu'elle ne soit prolongée par écrit par l'autorité contractante, à la seule discrétion de l'ARC. Si une défectuosité est décelée au cours de la validation de la proposition, le soumissionnaire aura l'occasion de la rectifier (y compris en fournissant de l'équipement de remplacement) pendant les essais de validation de la proposition, si la défectuosité est décelée et rectifiée dans les dix (10) jours ouvrables des essais.

Si la solution proposée ne répond pas à l'une des exigences obligatoires de l'EDB mises à l'essai à la fin de la période d'essai de dix (10) jours ouvrables, la soumission sera déclarée non recevable. Le soumissionnaire enlèvera sa solution de l'emplacement d'essai et l'ARC invitera le soumissionnaire dont la soumission recevable s'est classée au rang suivant à participer à l'étape des essais de validation de la proposition de l'évaluation.

Si la solution proposée ne répond pas à l'une des exigences cotées par points mises à l'essai de l'EDB à la fin de la période d'essai de dix (10) jours ouvrables, la proposition du soumissionnaire sera réévaluée afin d'ajuster la cote par points établie pour chaque critère qui s'applique. Les étapes deux, trois et quatre seront répétées pour réévaluer les soumissions et, dans l'éventualité où le soumissionnaire ne détiendrait plus la soumission recevable ayant obtenu la cote la plus élevée, le soumissionnaire enlèvera la solution de l'emplacement d'essais et l'ARC invitera le soumissionnaire dont la soumission recevable s'est classée au rang suivant à participer à l'étape des essais de validation de la proposition de l'évaluation.

L'ARC se réserve le droit de mener des essais de VP à la suite de l'attribution du contrat à sa seule discrétion.

#### **Étape 6 – Conditions préalables à l'attribution du contrat**

Le soumissionnaire (s) recommandé aux fins de l'attribution d'un contrat doit respecter les exigences présentées aux pièces jointes 5 « Attestations et renseignements supplémentaires » de la présente DDP.

#### **Étape 7 – entrée en vigueur du contrat**

Le soumissionnaire dont la soumission recevable a obtenu la cote la plus élevée et qui répond à l'ensemble des exigences énumérées ci-dessus sera recommandé aux fins d'attribution d'un contrat.



## Partie 5 Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Les attestations énumérées à la pièce jointe 4 doivent être remplies et transmises avec la soumission. Le défaut de présenter les attestations énumérées à la pièce jointe 4 fera en sorte que la soumission soit jugée non conforme et ne soit pas retenue.

### 5.1 Attestations qui doivent être soumises au moment de la clôture des soumissions

#### 5.1.1 Attestations coentreprises Remplissez cette attestation si une coentreprise est proposée.

Le soumissionnaire déclare et garantit ce qui suit :

- (a) L'entité soumissionnaire est une coentreprise contractuelle selon la définition ci-dessous. Une « coentreprise contractuelle » est une association de deux parties ou plus qui ont signé un contrat aux termes duquel elles conviennent de la façon dont elles joindront leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou leurs autres ressources dans le cadre d'une entreprise commerciale conjointe, et dont elles partageront les bénéfices et les pertes. Les parties auront, en outre, un certain niveau de contrôle sur l'entreprise.
- (b) Le nom de la coentreprise sera: \_\_\_\_\_ (si applicable).
- (c) Les membres de la coentreprise contractuelle seront les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour tenir compte de tous les membres de la coentreprise):  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
- (d) Les numéros d'entreprise (NE) de chaque membre de la coentreprise contractuelle sont les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour les NE additionnels):  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
- (e) La date d'entrée en vigueur de la formation de la coentreprise est: \_\_\_\_\_
- (f) Chaque membre de la coentreprise a désigné un membre, \_\_\_\_\_ (le « membre principal ») et lui a accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au contrat après l'attribution du contrat, y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de tâches.
- (g) La coentreprise est en vigueur à compter de la date de dépôt de la soumission.

Cette attestation de coentreprise doit être signée par CHAQUE membre de la coentreprise.



L'attestation de coentreprise sera en vigueur tout au long de la période du contrat, y compris toute période optionnelle, si elle est exécutée.

L'ARC se réserve le droit de demander au soumissionnaire de lui fournir des documents attestant l'existence de la coentreprise contractuelle.

Signature du représentant autorisé de chaque membre de la coentreprise

(Le soumissionnaire devra ajouter des lignes de signature, au besoin) :

_____	_____	_____	_____
Signature du représentant dûment autorisé	Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	Dénomination sociale Nom de l'entreprise	Date
_____	_____	_____	_____
Signature du représentant dûment autorisé	Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	Dénomination sociale Nom de l'entreprise	Date

## 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.



## 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

## 5.2.3 Information rapport du vendeur

Les renseignements suivants doivent être fournis pour permettre le respect de l'ARC à conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R. 1985, ch. 1, (5e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).

Aux fins de la présente clause:

« Dénomination Sociale » - Nom de la compagnie, société ou autre entité légalement constituée en personne morale sous lequel cette personne exerce ses droits et exécute ses obligations.

« Nom d'Emprunt » - *Nom qui est légalement protégé et utilise dans le cours de ses affaires ou une compagnie.*

Le soumissionnaire est invité à fournir les informations suivantes:

Dénomination Sociale:

---

Nom d'emprunt:

---

Adresse:

---

---

Adresse de paiement ou  
selon le formulaire T1204  
(si elle diffère)

Adresse du paiement, si elle est identique à l'adresse ci dessus

---

Ville:

---

Province:

---

Code postal:

---

Téléphone:

---

Télécopieur:

---





Genre d'entreprise (Un seul choix)

Corporation

Société de  
personnes

Propriétaire  
unique

Société à but  
non-lucratif

Cie américaine ou  
internationale

Toutes compagnies enregistrées devront fournir leur numéro de Taxes des produits et services (TPS) ou Numéro d'Entreprise (NE). D'autres détails sur la façon d'obtenir un NE se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/bn-ne/menu-fra.html> Si c'est pour un service rendu par un(e) individu(e), s'il-vous-plaît, insérez le **numéro d'assurance sociale (NAS)**.

Taxes des produits et services (TPS): \_\_\_\_\_

Numéro d'Entreprise (NE): \_\_\_\_\_

numéro d'assurance sociale (NAS) : \_\_\_\_\_

Lorsque l'information requise  
comprend un NAS, celle-ci doit être  
expédiée dans une enveloppe  
portant l'inscription « protégée ».

N/A  
Raison: \_\_\_\_\_

Nota: Si vous choisissez "N/A", vous devez donner une raison.

Date: \_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Titre: \_\_\_\_\_

(Titre du représentant dûment autorisé de l'entreprise)



## Appendices

### **Appendice 1: Critères d'évaluation obligatoires**

#### **Procédures d'évaluation**

L'évaluation des soumissions s'effectuera en fonction de tous les critères d'évaluation obligatoires énumérés ci-après. Dans sa proposition, le soumissionnaire doit fournir les documents à l'appui demandé par l'ARC afin de démontrer que chaque exigence technique obligatoire a été respectée. Afin de faciliter le processus d'évaluation, il est préférable que le soumissionnaire remplisse le tableau ci-dessous pour indiquer l'emplacement des renseignements dans sa proposition. Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables.

### **Appendice 2: Critères de cotation numérique**

Les soumissions techniques seront évaluées séparément en regard des critères d'évaluation présentés ci-dessous. Si les critères cotés par points ne sont pas abordés dans la soumission, une note de zéro sera attribuée aux critères en question.

### **Appendice 3: Proposition Financière**

#### **Proposition Financière**

Le soumissionnaire devrait envoyer sa soumission financière conformément à la Base de paiement à l'annexe B.

Les soumissionnaires doivent proposer des prix en dollars canadiens, les taxes en sus selon le cas, pour la fourniture de produits et/ou de services décrits à l'annexe A « Énoncé des travaux »

Les prix précisés, lorsqu'ils sont proposés par le soumissionnaire comprennent toutes les exigences définies dans l'« Énoncé des travaux » à l'annexe A.



## **Partie 6      Modèle de contrat**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à et font partie de tout contrat découlant de la demande de soumissions.

### **6.1 Révision du nom du ministère**

Les références au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux contenus dans toute condition ou clause du présent document doivent être interprétées comme des références au commissaire du revenu ou à l'Agence du revenu du Canada, selon le cas, à l'exception des clauses suivante :

- a) Clauses et conditions uniformisées; et
- b) Exigences relatives à la sécurité.

### **6.2 Restructuration de l'Agence**

Dans les cas où le ministère ou l'organisme de l'autorité contractante est en cours d'être réorganisé, absorbé par un autre ministère ou organisme du gouvernement ou démantelé en entier, le commissaire peut, par remise d'un avis à l'entrepreneur, désigner une autre autorité contractante pour tout le contrat ou pour une partie de ce dernier.

### **6.3 Besoin**

L'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément à l'Énoncé des travaux (EDT) à l'annexe A, ci-jointe et faisant partie du contrat.

### **6.4 Période du contrat**

La période du contrat est du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ inclusivement.

La durée de la/les licence(s) du logiciel n'est pas la même que la durée du contrat (licence[s] permanente[s]).

#### **6.4.1 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) période(s) supplémentaire(s) d'une (1) année chacune, sous les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte le fait que, pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

L'autorité contractante peut exercer une option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur à cet effet. L'option peut seulement être exercée par l'autorité contractante et sera indiquée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

#### **6.4.2 Option d'acheter des quantités additionnelles les biens, les services ou les deux**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à Annexe B du contrat selon les mêmes modalités et conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat.

L'autorité contractante peut exercer une option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur à cet effet. L'option peut seulement être exercée par l'autorité contractante et sera indiquée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.



## 6.5 Type de licence du logiciel octroyée

Par la présente, l'entrepreneur accorde une licence Entité perpétuelle, non exclusive et librement transférable à Sa Majesté du chef du Canada pour le logiciel indiqué à l'annexe- B pour le nombre d'utilisateurs indiqué à l'annexe B. Le terme « utilisateur » et le terme « licence d'utilisateur » sont définis dans les conditions générales 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence.

## 6.6 Documentation-et guides techniques

L'entrepreneur devra livrer un total de deux (2) copies de tous les manuels techniques, d'installation et des opérations du logiciel de modélisation des données. Ces manuels doivent être fournis sur papier et, s'ils sont disponibles, les manuels doivent également être fournis sur CD ou en version électronique, en format MS Word ou PDF. Les documents doivent être accessibles sur le site Web de l'entrepreneur ou le site Web du constructeur de matériel; l'adresse URL doit être fournie.

L'entrepreneur donnera au Canada le droit de reproduire pour son propre usage et pour l'intégrer à des documents à produire pour son propre usage tous les documents disponibles sur le produit de commerce, en vertu du présent contrat. L'entrepreneur devra garantir et accepter d'accorder les mêmes droits pour toutes les révisions éventuelles desdits documents fournis au Canada. Tout document ou matériel traduit par le Canada comprendra les avis de droits d'auteurs et de droits de propriété qui faisaient partie des documents originaux.

L'entrepreneur devra fournir un ensemble complet de documents en français, s'ils sont disponibles. Si les documents ne sont pas disponibles en français, l'ARC aura le droit de traduire les documents fournis dans la seconde des deux langues officielles du Canada. Ce droit devra comprendre le droit de faire, ou d'avoir fait, des copies aux fins uniquement d'utilisation à l'interne par l'ARC. L'entrepreneur reconnaît que l'ARC est propriétaire des versions traduites de tous les documents traduits, et qu'elle n'est tenue par aucune obligation de fournir des documents traduits à l'entrepreneur. Tous les documents traduits par le Canada comprendront les avis de droits d'auteurs et de droits de propriété qui faisaient partie des documents originaux. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques qui surviennent en raison d'une traduction effectuée par l'ARC.

## 6.7 Modalités de la licence – adhésion par déballage

Les parties conviennent que seulement les conditions faisant explicitement partie du contrat ou intégrées dans ce contrat par renvoi font partie du contrat. Toutes les conditions que comporte le logiciel sous licence ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence du Canada, et n'ont aucune incidence sur les droits des parties. L'entrepreneur convient qu'en aucun cas le Canada ni aucun client ou utilisateur ne devra conclure une autre entente de licence à l'égard du logiciel sous licence ou d'une partie de celui-ci. L'entrepreneur reconnaît que toute entente de licence supplémentaire à l'égard du logiciel sous licence signée par une personne autre que l'autorité contractante sera nulle et sans effet.

Le Canada n'est pas lié par les conditions reproduites dans une licence d'adhésion par déballage, ni dans toute autre licence de logiciel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel et ne les accepte pas, sans égard à tout avis contraire.

## 6.8 Clauses et conditions uniformisées CCAU A000C (2012-07-16)

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](#)

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence du CCAU	Titre de la clause	Date
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étrangers)	2006-06-16



A3015C	Certifications	2014-06-26
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
A9117C	T1204 - demande directe du ministère client	2007-11-30
B9028C	Accès aux installations et à l'équipement	2007-05-25
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	2007-11-30
C2605C	Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger	2008-05-12
G1005C	Assurances	2008-05-12
H1000C	Paielement unique	2008-05-12
H3028C	Paielement avancé	2010-01-11

## 6.9 Conditions générales

2030 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 01 intitulé «Interprétation» la définition de « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » modifié comme suit : « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » se réfère à sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par l'Agence du revenu du Canada (ARC).

L'article 02 intitulé «Clauses et conditions uniformisées », est par la présente modifiée afin de supprimer la phrase « Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C., 1996, ch. 16, ». Le reste de l'article 02 demeure inchangé.

L'article 23 intitulé «Confidentialité»,

- Le paragraphe 5 est par la présente modifiée afin de supprimer :  
Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et insérer l'Agence du revenu du Canada (ARC).
- Le paragraphe 6 est par la présente modifiée afin de supprimer:

« Le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments», et insérer « les Exigences en matière de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate » émises par l'ARC, Direction de la sécurité et des affaires internes ». Le reste de l'article 23 demeure inchangé.

L'article 43 intitulé « Dispositions relatives à l'intégrité– contrat », est par la présente supprimée dans sa totalité et est remplacée par ce qui suit :

La Directive sur l'intégrité des fournisseurs (DIF) incorporée par renvoi dans la demande de soumissions est incorporée au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la DIF laquelle se trouve sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada <http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/menu-fra.html>.

L'article 45 intitulé «Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission » est par la présente supprimée dans sa totalité.

## 6.10 Généralités des licences de logiciels

**6.10.1** 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Logiciels sous licence, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 1 intitulé «Interprétation» insérer la définition suivante :

Aux fins du présent contrat, le « détenteur » est Sa Majesté du chef du Canada, agissant par l'entremise du commissaire de l'Agence du revenu du Canada, et représentée par lui.

L'article 2 intitulé «Octroi d'une licence » supprimé paragraphe 2 et remplacé par:

Si le client est restructuré ou absorbé, en tout ou en partie, par un autre ministère ou organisme ou s'il est complètement dissous, le Canada peut, en avisant l'entrepreneur, désigner un autre ministère ou organisme comme client pour la totalité ou une partie du logiciel.

L'article 8 intitulé « Logiciel sous licence – transfert » supprimé en entier et remplacé par :



La licence permettant l'utilisation du logiciel sous licence en vertu du contrat est transférable par le Canada, en tout ou en partie, en vertu des mêmes conditions du contrat, à tout appareil ou client, s'il y a lieu, ou à tout ministère, société ou organisme du gouvernement du Canada, au sens défini par la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. 16, pourvu que le Canada informe l'entrepreneur du transfert dans un délai de trente (30) jours suivant le transfert. Aux fins de cet article, dans le cas d'un transfert d'une licence d'entité, cette licence sera limitée au nombre d'utilisateurs faisant partie du ministère, de la société, de l'organisme ou autre partie avant le transfert.

L'article 11 intitulé « Durée de la licence » supprimé paragraphe 2 et remplacé par :

L'entrepreneur peut résilier la licence du logiciel sous licence en avisant par écrit l'autorité contractante seulement si le Canada viole ses obligations relatives au logiciel conformément aux droits de licence accordés en vertu du contrat ou ne paie pas la licence conformément au contrat et seulement si cette violation se poursuit pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception par l'autorité contractante d'un avis écrit de l'entrepreneur dans lequel celui-ci précise la nature de la violation et que l'autorité contractante a confirmé la nature de la violation. Si la licence du Canada est résiliée, une fois que le Canada a corrigé la violation, l'entrepreneur doit remettre en vigueur la licence du Canada relativement au logiciel sous licence en vertu des mêmes modalités prévues au contrat pour la licence, sans frais supplémentaires.

L'article 11 intitulé « Durée de la licence » insérer le texte suivant après le sous-article 2 :

3. Par la présente, l'entrepreneur accorde une licence d'utilisateur perpétuelle, non exclusive et librement transférable à Sa Majesté la Reine du chef du Canada pour le logiciel indiqué à l'annexe A.

L'article 15 intitulé « Garantie », insérez le passage suivant :

En dépit de la section 15.0 – Garantie, la garantie de l'entrepreneur pour la solution comprendra la prestation de tous les services de maintenance et de soutien des logiciels énoncés dans les conditions générales supplémentaires 4004 – Services de soutien pour les logiciels sous licence, à l'exception du fait que l'expression « période de garantie », telle qu'elle est définie aux présentes, est par la présente modifiée en supprimant la référence à une période de quatre-vingt-dix (90) jours et en remplaçant quatre-vingt-dix (90) jours par une (1). La période de garantie de douze (12) mois doit commencer à la date d'acceptation définitive de logicielle.

L'article 18 intitulé « Risque de perte » insérer le texte suivant après le sous-article 2 :

3. L'entrepreneur garantit ce qui suit :

(a) à moins d'une autorisation écrite de la part du responsable technique, ou que cela ne soit nécessaire pour exécuter des tâches valides en vertu du présent contrat,

(b) tous les programmes élaborés par l'entrepreneur en vertu du présent contrat ou fournis au Canada par l'entrepreneur pour utilisation par le client :

i. ne se dupliqueront, ne se transmettront ni ne s'activeront sans être contrôlés par la personne qui utilise le matériel informatique où ils sont enregistrés;

ii. ne modifieront, n'endommageront ni ne supprimeront aucune donnée ou aucun programme informatique sans être contrôlés par la personne qui utilise le matériel informatique où ils sont enregistrés;

iii. ne contiendront pas de clé, de blocage de nœud, de temporisation ou d'autre fonction, qu'ils soient mis en place par des moyens électroniques, mécaniques ou autres, qui limiteraient ou pourraient limiter l'utilisation de tout programme ou toute donnée élaboré en vertu du présent contrat ou l'accès à ces derniers, selon l'enregistrement dans une configuration matérielle particulière, la fréquence ou la durée d'utilisation, ou d'autres critères limitatifs.



Si, dans la mesure où un programme possède l'un des attributs susmentionnés, et malgré toute disposition contraire du présent contrat, l'entrepreneur aura manqué à ses obligations en vertu du présent contrat et aucune période de correction ne s'appliquera. En plus des autres recours dont il dispose, l'État se réserve le droit d'imposer à l'entrepreneur des sanctions civiles et/ou criminelles prévues au contrat. L'entrepreneur convient qu'afin de protéger l'État contre des dommages qui peuvent être causés sciemment ou non par l'introduction d'un code illicite dans le réseau informatique du client, aucun logiciel ne sera installé, exécuté ou copié sur l'équipement du client sans l'approbation explicite de l'autorité technique.

**6.10.2** Le soutien aux logiciels doit être offert par l'entrepreneur conformément aux conditions générales supplémentaires 4004 (2013-04-25).

### **6.11 Maintenance**

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique de l'ARC dans un délai de deux jours ouvrables de la disponibilité de toutes les améliorations, de toutes les mises à niveau du produit et de tous les lancements de maintenance du logiciel pendant cette période de service. Toutes les améliorations généralement disponibles doivent pouvoir être téléchargées ou expédiées à l'ARC dans un délai d'un (1) jour ouvrable suivant une demande de l'ARC.

### **6.12 Exigences relative à la sécurité**

Le personnel de l'entrepreneur doit être escorté en tout temps dans les locaux de l'ARC. Responsables

### **6.13 Autorités**

#### **6.13.1 Autorité contractante A1024C (2007-05-25)**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom:

Téléphone:

Télécopieur:

Adresse de courriel: **xxxxx** @cra-arc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

#### **6.13.2 Chargé de projet A1022C (2007-05-25)**

À être effectué à l'attribution du contrat.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Numéro de Téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de Télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse de courriel: \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.



### 6.13.3 Représentant de l'entrepreneur

À être effectué à l'attribution du contrat.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Numéro de Téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de Télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse de courriel : \_\_\_\_\_

Représentant de l'entrepreneur pour le contrat.

### 6.14 Livraison

L'autorité du projet doit recevoir les produits à livrer à l'heure et à l'endroit précisés aux présentes.

### 6.15 Inspection et acceptation

Tous les produits livrables conformément au présent contrat seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation du responsable technique au point de destination.

### 6.16 Base de paiement C0207C (2013-04-25)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *un prix ferme*. Les droits de douane et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 6.17 Mode de paiement

À la discrétion du Canada, l'entrepreneur sera payé par dépôt direct, par carte de crédit ou par chèque. Toutes les communications concernant le mode de paiement précis, y compris les changements qui y seront apportés, seront effectuées par écrit au moyen d'un courriel, puisque le Canada ne souhaite pas modifier officiellement ce contrat si le mode de paiement est changé.

À sa seule discrétion, le Canada peut changer le mode de paiement en tout temps pendant la durée du contrat, y compris toute prolongation de ce dernier, pour l'un ou l'autre des deux modes de paiement énoncés ci dessus.

L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que son organisation a le droit de recevoir un paiement du gouvernement du Canada.

#### 6.17.1 Paiement par dépôt direct

L'entrepreneur devra accepter le dépôt direct pour effectuer le paiement des produits et/ou services décrits aux présentes. Les paiements par dépôt direct seront assujettis à l'article 17 – « Période de paiement » et à l'article 18 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2030 (2016-04-04) faisant partie du présent contrat.

En vue de soumettre ou de modifier une demande d'adhésion au paiement direct, l'entrepreneur doit remplir le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique, qui est accessible à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/F/pbg/tf/rc231/rc231-14f.pdf>





L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que les renseignements et le numéro de compte qui sont soumis au Canada à l'aide du formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique sont à jour. Si les renseignements de l'entrepreneur qui figurent dans le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique ne sont pas exacts ou à jour, les clauses indiquées à l'article 17 – « Période de paiement » et à l'article 18 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2030 (**2016-04-04**) faisant partie du présent contrat ne s'appliqueront pas avant que l'entrepreneur ait réglé la question.

#### **6.17.2 Paiement par carte de crédit**

L'entrepreneur devra accepter les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) pour le paiement des produits et des services décrits aux présentes. Les paiements par carte de crédit ne seront pas assujettis à l'article 17 – « Période de paiement » et à l'article 18 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2030 (**2016-04-04**) faisant partie du présent contrat.

La carte d'achat de l'ARC est actuellement une **MasterCard** fournie par la Banque de Montréal. À tout moment pendant la durée du contrat, y compris pendant toute période d'option exercée, l'ARC se réserve le droit de modifier le type ou le fournisseur de sa carte d'achat.

#### **6.17.3 Paiement par chèque**

L'entrepreneur devra accepter les chèques du gouvernement du Canada pour le paiement des produits et des services décrits aux présentes.

#### **6.18 Résiliation et remboursement a la couronne**

Nonobstant l'article 30 de 2030 (2014-03-01) « Résiliation pour raisons de commodité », Conditions générales – besoins plus complexes de services (ou insérer une référence appropriée), dans le cas de résiliation de services pour lesquels un paiement anticipé serait versé, les frais jusqu'à la date de résiliation seront calculées au prorata sur une base d'une année de douze (12) mois et de mois de trente (30) jours et l'Entrepreneur devra immédiatement rembourser au Canada la partie non-remboursée du paiement anticipé et payer au Canada les intérêts afférents, de la date du paiement anticipé à la date du remboursement, au taux d'escompte annuel établi par la Banque du Canada en vigueur à la date du paiement anticipé, plus 1¼ pourcent par année.

#### **6.19 Stabilité des prix de maintenance et de soutien des logiciels**

Sauf indication contraire dans le présent contrat, les autres taux annuels d'entretien et de soutien, une fois que toutes les options ont été exercées, ne dépasseront pas le moindre des taux suivants :

- a. les taux de maintenance actuellement publiés de l'entrepreneur, qui sont en vigueur au moment du renouvellement;
- b. les taux antérieurs prévus par contrat relativement à chaque élément, rajustés par le taux de l'indice de référence pour le Canada, données non désaisonnalisées et calculés selon le mois correspondant de l'année précédente, tels qu'ils sont publiés par Statistique Canada à la date d'envoi du renouvellement de la maintenance;
- c. tout autres taux négociés.

#### **6.20 Limitation de la responsabilité**

1. Responsabilité du Canada et de l'entrepreneur envers les tiers : chacune des parties à ce contrat s'engage à assumer la responsabilité des blessures ou des pertes que les tiers pourraient subir dans la mesure où cette partie les a causées, dans les cas où ces tiers ont des motifs de poursuivre directement cette partie du fait de ces blessures ou de ces pertes. Les parties conviennent qu'en ce qui concerne les demandes d'indemnité déposées par des tiers contre l'entrepreneur, ce dernier sera responsable des dommages découlant des blessures ou des pertes dans la mesure où il les a causés, y compris dans les cas où le Canada pourrait être appelé à payer



les dommages intérêts imputables à l'entrepreneur en raison d'une responsabilité solidaire. En ce qui concerne les demandes d'indemnité des tiers qui n'ont pas de motifs de poursuivre directement la partie qui a causé les dommages, le présent article 1 n'empêche pas le Canada d'exercer les droits dont il peut se prévaloir contre l'entrepreneur ou ne le limite pas dans ses droits. En cas de contradiction avec un autre paragraphe du présent article, le paragraphe 1 sera prépondérant.

2. Étendue de la responsabilité de l'entrepreneur au titre des dommages : sans égard aux motifs pour lesquels le Canada pourrait avoir le droit de réclamer des dommages à l'entrepreneur (dans le cadre du contrat, en cas de préjudice extra contractuel ou pour tout autre motif), ce dernier n'assumera, envers le Canada, que les responsabilités suivantes :

- a) tous les dommages intérêts et tous les frais découlant de la violation aux droits de propriété intellectuelle selon les modalités définies dans le présent contrat;
- b) tous les dommages au titre des blessures et des décès causés par l'entrepreneur, par ses employés, par ses mandataires ou par ses sous traitants;
- c) tous les dommages directs au titre des pertes ou des dégâts matériels causés à des biens corporels et à des immeubles par l'entrepreneur, ses employés, ses mandataires ou ses sous traitants;
- d) tous les dommages au titre du non respect de la confidentialité de l'information;
- e) tous les dommages découlant des demandes d'indemnité pour des privilèges, des réclamations, des charges, des sûretés ou des servitudes visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des ouvrages finis fournis au Canada ou à l'égard desquels celui ci a effectué un paiement, à la condition que cet alinéa ne s'applique pas aux demandes d'indemnité portant sur l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, qui font l'objet de l'alinéa 2a) ci dessus;
- f) tous les autres dommages directs causés par l'entrepreneur, ses employés, ses mandataires ou ses sous traitants dans le cadre de ce contrat, dont les frais de réapprovisionnement définis ci après et les frais de rétablissement des dossiers dans la mesure où l'entrepreneur ne respecte pas le paragraphe 4 ci dessous, jusqu'à concurrence de la valeur maximale pour l'alinéa 2f) égale au plus élevé du montant de 1 000 000 \$ ou de la valeur du contrat.

3. L'entrepreneur n'assumera pas de responsabilité envers le Canada pour ce qui suit :

- a) les dommages causés aux tiers et demandés au Canada, sauf ceux qui sont visés aux alinéas 2a), b), c), d) ou e) ci dessus;
- b) les préjudices causés aux documents ou aux données du Canada, sauf dans les cas prévus au paragraphe 4 ci dessous et sous réserve de la limite indiquée à l'alinéa 2f) ci dessus;
- c) les dommages intérêts spéciaux, indirects ou accessoires (sauf les sommes visées à l'alinéa 2a) ci dessus et les dommages faisant l'objet de l'alinéa 2b) ci dessus), même si l'entrepreneur est au courant de la possibilité de ces dommages, y compris les manques à gagner au titre de la marge bénéficiaire et des économies.

4. Le Canada doit veiller à sauvegarder adéquatement ses documents et données pour permettre leur restauration s'ils sont requis pour une raison ou pour une autre. Si, en raison d'une négligence ou d'un acte



délibéré, l'entrepreneur ou un sous traitant porte atteinte aux documents ou aux données du Canada, l'entrepreneur devra les restaurer dans l'état où ils se trouvaient dans la dernière copie de sauvegarde disponible.

5. Pour l'application de la présente clause, on entend par :

- a) « coût total estimatif » : le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « coût total estimatif »;
- b) « frais de réapprovisionnement » : tous les frais directs identifiables et engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur dans le cadre des travaux, y compris la désinstallation et la restitution des travaux à l'entrepreneur, les frais d'administration à consacrer à la sélection d'un autre entrepreneur ou au lancement de la totalité ou d'une partie d'un nouvel appel d'offres, le cas échéant, et toute augmentation du prix à verser par le Canada pour les autres travaux ayant des fonctions, un rendement et une qualité équivalents; et le terme « contrat » désigne le présent contrat.

## 6.21 Violation de droit de propriété intellectuelle

- a) Si un tiers prétend que le matériel ou le logiciel fourni par l'entrepreneur dans le cadre du contrat viole le droit de propriété intellectuelle, l'entrepreneur contestera, à ses propres frais, à la demande du Canada, la réclamation contre le Canada. À cet égard, l'entrepreneur acquittera tous les coûts, dommages-intérêts et frais de justice alloués en fin de compte par un tribunal, pourvu que le Canada:
  - i. informe par écrit, sans tarder, l'entrepreneur de la réclamation; et
  - ii. collabore avec l'entrepreneur et autorise l'entrepreneur à prendre part pleinement à la contestation de la réclamation et aux négociations visant à la régler et collaborer avec lui à cette contestation et à ces négociations; et
  - iii. obtienne l'approbation préalable de l'entrepreneur à l'égard de toute entente découlant des négociations menées avec le tiers aux fins de règlement.
- b) L'entrepreneur prend part à la contestation de toute réclamation, action ou poursuite relevant du paragraphe 1, et aucune de ces dernières ne sera réglée dans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et du Canada.

S'il apparaît, selon toute vraisemblance, qu'une réclamation sera introduite ou si elle l'est effectivement, le Canada convient d'autoriser l'entrepreneur à lui permettre de continuer, aux frais de l'entrepreneur, d'utiliser le matériel ou le logiciel ou de le modifier ou de le remplacer par un matériel ou un logiciel dont les spécifications publiées sont équivalentes ou supérieures au matériel ou au logiciel qui est remplacé. Si l'entrepreneur décide qu'aucune de ces options n'est raisonnablement possible, le Canada pourra choisir de protéger, aux frais de l'entrepreneur, de façon indépendante, le droit de continuer de se servir du matériel ou du logiciel, ou encore le Canada pourra obliger l'entrepreneur à accepter le retour du matériel ou du logiciel et à lui rembourser toutes les sommes qui lui ont été versées dans le cadre du contrat de matériel et de logiciel de même que toutes les sommes acquittées pour les services et les frais de licence et de développement.

- c) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux situations où le Canada a donné instruction à l'entrepreneur d'acheter une certaine pièce d'équipement ou un logiciel d'un fournisseur donné au nom du Canada. Dans ce cas, l'entrepreneur fera en sorte que soit énoncé ce qui suit dans son contrat de sous-traitance: « Si un tiers prétend que le matériel ou le logiciel fourni par l'entrepreneur dans le



cadre du contrat viole le droit de propriété intellectuelle, l'entrepreneur contestera, à ses propres frais, à la demande du Canada, la réclamation contre le Canada. À cet égard, l'entrepreneur acquittera tous les coûts, dommages intérêts et frais de justice alloués en fin de compte par un tribunal. » Si l'entrepreneur n'est pas en mesure d'incorporer ce qui précède dans son contrat de sous-traitance, il informera alors le Canada de la situation et ne conclura pas le contrat de sous-traitance sans avoir reçu du Canada un avis écrit selon lequel le degré de protection contre la violation du droit de propriété intellectuelle est acceptable.

- d) Sans porter atteinte au droit du Canada de résilier le contrat pour inexécution avant l'achèvement des travaux, ce qui précède constitue l'obligation intégrale de l'entrepreneur envers le Canada à l'égard de toute réclamation pour contrefaçon.
- e) N'est imposée à l'entrepreneur aucune obligation à l'égard d'une réclamation fondée sur l'un ou l'autre des motifs suivants:
  - i. la modification non autorisée par le Canada du matériel ou du logiciel ou l'utilisation non autorisée par le Canada du matériel ou du logiciel dans un cadre d'exploitation autre que le cadre qui a été publié;
  - ii. la combinaison, le fonctionnement ou l'utilisation du matériel ou du logiciel avec tout logiciel, donnée ou appareil non fourni par l'entrepreneur dans le cadre du contrat ou dont la combinaison, le fonctionnement ou l'utilisation n'a pas été autorisé ou approuvé à l'avance et sans quoi la contrefaçon n'aurait pas eu lieu.

## 6.22 Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### 6.22.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### 6.22.2 Coentreprises

Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous les membres de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables ou individuellement responsables de l'exécution de tout contrat subséquent.

Dans le cas d'une coentreprise contractuelle, aucun différend, aucune réclamation ou action en dommages-intérêts, qu'il soit fondé sur un contrat, un délit civil ou toute autre théorie du droit, découlant de quelque façon que ce soit de la demande de propositions, du contrat ou de tout document connexe ou émis par la suite, y compris, sans pour autant s'y limiter, les autorisations de travaux et les modifications au contrat, ne peut être présenté ou intenté contre l'ARC, y compris, sans pour autant s'y limiter, l'ensemble de ses agents et de ses



employés ou de ses mandataires, à moins que chaque membre de la coentreprise soit partie à un tel différend, ou à une telle réclamation ou action en dommages-intérêts (selon le cas).

Le soumissionnaire devra obtenir, au préalable, l'approbation écrite de l'autorité contractante pour tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution du contrat. Tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution d'un contrat sans l'approbation écrite préalable de l'autorité contractante sera réputé être un manquement aux obligations en vertu du contrat.

La coentreprise déclare et garantit avoir désigné (*inscrire le nom approprié au moment de l'attribution du contrat*), « le membre principal », et lui avoir accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au contrat, y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de travaux.

S'il s'agit d'une coentreprise contractuelle, les paiements qui lui sont dus doivent tous être versés au membre principal de la coentreprise par l'Agence du revenu du Canada. Tout paiement versé au membre principal de la coentreprise sera réputé l'avoir été à la coentreprise et constituera une libération à l'égard de l'ensemble des membres de la coentreprise.

En signifiant un avis au membre principal de la coentreprise, l'Agence du revenu du Canada sera réputée avoir signifié cet avis à tous les membres de la coentreprise.

### 6.23 Lois applicables A9070C (2014-06-26)

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 6.24 Ordre de priorité des documents A9140C (2007-05-25)

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. les articles de la convention;
2. les conditions générales 2030 (2016-04-04);
3. les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-04-16);
4. les conditions générales supplémentaires 4004 (2013-04-25);
5. Annexe A: Énoncé des travaux;
6. Annexe B: Base de paiement;
7. Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS); et
8. la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (insérer la date de la soumission), telle que modifiée le \_\_\_\_\_ (insérer la ou les date(s) de la ou des modification(s) s'il y a lieu).

### 6.25 Règlement extrajudiciaire des différends

NÉGOTIATION SUIVIT D'UNE MÉDIATION OBLIGATOIRE, PUIS D'UN ARBITRAGE OU D'UN LITIGE, Y COMPRIS LA POSSIBILITÉ D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF

En cas de différend entre les parties découlant du présent contrat ou lié à ce contrat ou de toute infraction au contrat, les parties conviennent de se rencontrer, de négocier de bonne foi et de tenter de résoudre le différend à l'amiable sans avoir recours aux tribunaux.

Si les parties ne réussissent pas à résoudre le différend au moyen de négociations dans les dix (10) jours ouvrables, elles conviennent de faire appel à un seul médiateur sélectionné conjointement par les parties afin de faciliter le règlement du différend. Tous les coûts seront assumés à parts égales par les parties en litige.

Si un différend ne peut pas être réglé au cours d'une période de quinze (15) jours civils suivant la nomination du médiateur, ou si les parties ne peuvent pas choisir de médiateur dans les quinze (15) jours civils suivant la date de l'envoi par une partie à une autre de l'avis d'intention de procéder à la médiation, ou toute autre période plus longue convenue par les parties, les parties auront le droit de faire appel à tout autre recours légal, y compris,



sans toutefois s'y limiter, un arbitre ou un juge.

Toutes les défenses reposant sur l'expiration d'un délai doivent être suspendues jusqu'à ce que la médiation prenne fin.

## 6.26 Le bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)

Les parties comprennent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (I) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera, à la demande des parties concernées et suite à leur consentement, à participer à ces réunions pour résoudre tout différend de ce genre et sous réserve de leur consentement à supporter le coût d'un tel processus, à fournir aux parties un processus de règlement extrajudiciaire pour résoudre leur différend. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa.opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa.opo.gc.ca)

## 6.27 DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin de se conformer à l'engagement de l'Agence du revenu du Canada à l'égard du développement durable et des achats écologiques, ainsi qu'à la politique du gouvernement fédéral du Canada sur les achats écologiques, l'entrepreneur convient de s'engager à respecter des normes environnementales complètes et nationalement reconnues visant :

- la réduction ou l'élimination des matières dangereuses pour l'environnement (s'il y a lieu);
- la conception en vue de la réutilisation et du recyclage;
- l'efficacité énergétique;
- la gestion en fin de vie en vue de la réutilisation et du recyclage;
- la gouvernance environnementale dans les processus de fabrication (s'il y a lieu);
- les emballages.

## 6.28 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (I) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa.opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa.opo.gc.ca).



## **Annexes**

Les annexes suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante:

Annexe A: Énoncé des travaux

Annexe B: Base de paiement

Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)



**Annexe A - Énoncé des travaux**

<b>Exigences générales obligatoires</b>				
	<b>Exigence</b>	<b>Statut</b>	<b>Évaluation (O/N)</b>	<b>Référence</b>
O1	La solution doit pouvoir être déployée (hébergée) et être entièrement fonctionnelle de l'intérieur d'un pare-feu de l'organisation sans accès à Internet ou à des fournisseurs externes.	Obligatoire	O/N	
O2	La solution doit être accompagnée de manuels anglais et français pouvant être téléchargés par Internet.	Obligatoire	O/N	
O3	Les manuels de la solution doivent définir l'ensemble des fonctions et comprendre des instructions complètes sur le fonctionnement du produit, de même que les instructions d'installation et de configuration du logiciel.	Obligatoire	O/N	
O4	La présentation de la solution doit être en anglais et en français et doit pouvoir être configurée selon les besoins de l'utilisateur.	Obligatoire	O/N	
<b>Exigences obligatoires concernant la plateforme</b>				
	<b>Exigence</b>	<b>Statut</b>	<b>Évaluation (O/N)</b>	<b>Référence</b>
O5	La solution doit utiliser le protocole d'accès au répertoire léger (LDAP) pour les services de répertoire.	Obligatoire	O/N	
<b>Exigences de sécurité obligatoires</b>				
	<b>Exigence</b>	<b>Statut</b>	<b>Évaluation (O/N)</b>	<b>Référence</b>





O6	La console Web de la solution doit être accessible à plusieurs utilisateurs en même temps par l'intermédiaire d'une interface Web sécurisée (c.-à-d., le protocole de transfert hypertexte sécurisé [HTTPS]).	Obligatoire	O/N	
O7	Les justificatifs d'identité de l'utilisateur de la solution pour accéder à la console Web doivent être chiffrés en transit en utilisant le protocole TLS (TLS 1.1 et TLS 1.2).	Obligatoire	O/N	
O8	La solution doit consigner une piste de vérification des événements et des activités accessible à l'administrateur, y compris : a. Date et heure b. Identification de l'utilisateur, de la machine ou du processus c. Description de l'événement ou de l'activité	Obligatoire	O/N	
<b>Exigences de réseautage obligatoires</b>				
	<b>Exigence</b>	<b>Statut</b>	<b>Évaluation (O/N)</b>	<b>Référence</b>
O9	La solution doit être exploitée sur des réseaux exécutant la version 6 du protocole Internet.	Obligatoire	O/N	
<b>Solution adaptée aux logiciels disponibles sur le marché – Exigences obligatoires (O/N)</b>				
	<b>Exigence</b>	<b>Statut</b>	<b>Évaluation (O/N)</b>	<b>Référence</b>
O10	La solution doit répondre à la norme du gouvernement du Canada, conformément à la Loi sur les langues officielles (accessible en cliquant sur l'hyperlien suivant : <a href="http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/o-3.01/">http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/o-3.01/</a> ).	Obligatoire	O/N	
O11	La solution doit répondre à la norme du gouvernement du Canada, conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels (accessible en cliquant sur l'hyperlien suivant : <a href="http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/">http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/</a> ).	Obligatoire	O/N	



O12	<p>Le soumissionnaire doit fournir des manuels en anglais et en français sur les sujets suivants :a. Installation et configuration du systèmeb. Administration du systèmec. Calibrage et optimisation des performancesLe soumissionnaire doit fournir ces documents et tous les autres documents de référence en langage hypertexte (HTML) ou en format électronique portable (PDF).</p>	Obligatoire	O/N	
O13	<p>La solution doit fournir des fonctions d'aide distinctes en français et en anglais aux développeurs et aux administrateurs, lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a. Expliquent la syntaxe de commande, les messages d'erreur et l'utilisation appropriée de la solution;</li><li>b. Sont indexées et interrogeables.</li></ul>	Obligatoire	O/N	
O14	<p>La solution doit accélérer les transferts de fichiers importants d'au moins 5 Go.</p>	Obligatoire	O/N	
O15	<p>La solution doit permettre la transformation et la schématisation entre les formats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Format EED ASC X12 (ANSI) et la norme UN/EDIFACT</li><li>- XML</li><li>- EBXML</li><li>- Valeurs séparées par des virgules (CSV), un format de texte délimité par des tabulations</li><li>- Format de fichier plat délimité de longueur variable et texte délimité à largeur fixe</li><li>- Tout autre format d'intégration interentreprise (B2B)</li></ul>	Obligatoire	O/N	
O16	<p>Le soumissionnaire doit offrir un soutien sur appel de 7 h à 20 h (HNE).</p>	Obligatoire	O/N	



O17	<p>La solution doit avoir deux exemples où votre produit a été mis en œuvre au moyen d'une licence de niveau entreprise<sup>1</sup> au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit fournir des références pour l'installation : Chaque référence doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a. le nom de l'emplacement de l'entreprise ainsi que sa location;</li><li>b. le nom complet, le titre du poste, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne-ressource.</li></ul>	Obligatoire	O/N	
O18	<p>La solution doit héberger l'architecture x86 virtualisée et appuyer l'hébergement de l'un des systèmes d'exploitation de 64 bits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Windows Server 2012 R2 et les versions plus récentes</li><li>• Serveur Red Hat Enterprise Linux (RHEL) 6.7 pour x64</li></ul>	Obligatoire	O/N	
O19	<p>La solution doit permettre l'équilibrage de charge dans un environnement à grappes et l'insensibilité aux défaillances dans l'ensemble des centres de données.</p>	Obligatoire	O/N	



O20	<p>La solution doit appuyer les protocoles suivants :</p> <p>Protocoles de transfert :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Protocole de transfert de fichiers (SFTP) Secure Shell</li><li>• FTP et FTP au moyen du protocole TLS (FTPs)</li><li>• HTTP et HTTP au moyen du protocole TLS (HTTPs)</li><li>• Protocole de transfert de courrier simple (SMTP)</li><li>• Applicability Statement 2 (AS2)</li></ul> <p>Protocoles de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Secure Shell (SSH) 2.0 ou une version ultérieure (<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc4251.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc4251.txt</a>)</li><li>• Sécurité de couche de transport (TLS) 1.2 ou une version ultérieure (<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc5246.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc5246.txt</a>)</li><li>• HTTP Strict Transport Security (HSTS) (<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc6797.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc6797.txt</a>)</li><li>• Secure/Multipurpose Internet Mail Extensions (S/MIME) 3.2 ou une version ultérieure (<a href="https://tools.ietf.org/rfc/rfc5751.txt">https://tools.ietf.org/rfc/rfc5751.txt</a>)</li><li>• PKCS no 7 Cryptographic Message Syntax 1.5(<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc2315.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc2315.txt</a>)</li><li>• Security Assertion Markup Language (SAML) 2.0 (<a href="https://www.oasis-open.org/standards#samlv2.0">https://www.oasis-open.org/standards#samlv2.0</a>)</li><li>• Norme de chiffrement avancé (AES) d'une longueur de clé de 256 bits (<a href="http://nvlpubs.nist.gov/nistpubs/FIPS/NIST.FIPS.197.pdf">http://nvlpubs.nist.gov/nistpubs/FIPS/NIST.FIPS.197.pdf</a>)</li><li>• Algorithme de chiffrement par bloc CAST5 d'une longueur de clé de 128 bits (<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc2144.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc2144.txt</a>)</li><li>• Algorithme de hachage sécurisé (SHA-2 ou SHA-3) (<a href="http://nvlpubs.nist.gov/nistpubs/FIPS/NIST.FIPS.180-4.pdf">http://nvlpubs.nist.gov/nistpubs/FIPS/NIST.FIPS.180-4.pdf</a>)</li></ul> <p>Services de répertoire aux fins d'authentification :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Protocole Lightweight Directory Access Protocol (LDAP) version 3 (<a href="https://tools.ietf.org/rfc/rfc4511.txt">https://tools.ietf.org/rfc/rfc4511.txt</a>)</li><li>• Microsoft Active Directory</li></ul>	Obligatoire	O/N	
-----	---	-------------	-----	--



O21	La solution doit fournir une passerelle à plusieurs protocoles dans le cadre de la solution de transfert de fichiers gérés (MFT). La passerelle doit résider dans une zone d'accès public qui est séparée des périmètres et des pare-feu réseau de l'environnement opérationnel de l'Agence.	Obligatoire	O/N	
O22	Le soumissionnaire doit fournir des explications de la façon dont la solution garantit la livraison des fichiers, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Vérification de l'intégrité des fichiers après la transmission</li><li>• Reprise au point de contrôle ou redémarrage qui permet de reprendre automatiquement les transferts interrompus</li><li>• Accusé de réception électronique de livraison</li></ul>	Obligatoire	O/N	
O23	La solution doit ouvrir une session et envoyer des avis d'alerte électronique. La solution doit appuyer l'intégration avec un système de contrôle du client au moyen des adaptateurs, des plugiciels, des API, ou par l'intermédiaire de la trappe SNMP (Simple Network Management Protocol). [Par exemple, le CGDG.]	Obligatoire	O/N	
O24	La solution doit permettre l'utilisation de l'Infrastructure à clé publique (ICP) et des certificats numériques.	Obligatoire	O/N	
O25	La solution doit comprendre au moins l'un des formats de compressions de fichiers suivants : ZIP, GZIP, JAR ou TAR.	Obligatoire	O/N	
O26	La solution doit s'intégrer à une solution de détection des programmes malveillants ou des virus d'entreprise à l'aide des appels ICAP.	Obligatoire	O/N	



O27	<p>La solution ne doit pas nécessiter l'utilisation d'Adobe Flash ou de Shockwave pour toute fonction utilisée par l'Agence.</p> <p>Si Flash, Shockwave, ou toute autre composante sont incluses ou intégrées avec le produit, elles doivent être supprimées ou désactivées de sorte qu'elles ne peuvent pas être exploitées par un utilisateur, un programme ou un script.</p>	Obligatoire	O/N	
O28	<p>La solution doit permettre à l'utilisateur d'archiver les fichiers reçus et les fichiers « prêts à transmettre » sur un lecteur réseau partagé avant et après le processus de transmission. Le soumissionnaire doit expliquer ce processus en détail.</p>	Obligatoire	O/N	
O29	<p>La solution doit fournir un historique des fichiers, leur statut, un diagnostic et les violations à dénoncer. Le soumissionnaire doit expliquer ce processus en détail.</p>	Obligatoire	O/N	
O30	<p>La solution doit permettre à l'utilisateur de télécharger les fichiers transmis et les fichiers « prêts à transmettre » sur un lecteur réseau partagé avant et après le processus de transmission.</p>	Obligatoire	O/N	
O31	<p>La solution doit permettre l'utilisation du chiffrement FIPS 140-2 compatible (niveau 3) pour protéger tous les cas des données de nature délicate inactives<sup>6</sup>.</p>	Obligatoire	O/N	
O32	<p>Le soumissionnaire doit offrir une formation en salle de classe à un emplacement convenu avec le client :</p> <p>a. Un cours pour 10 administrateurs concernant l'installation de Windows Server 2012 R2 et les versions plus récentes ou du serveur Red Hat Enterprise Linux (RHEL) 6.7 pour x64. Le cours doit d'ailleurs couvrir les réseaux, l'intégration de systèmes d'ouverture de session et les configurations de sécurité nécessaires pour faire fonctionner le produit dans une architecture x86 virtualisée.</p> <p>b. Un cours pour 10 développeurs du produit afin de configurer un flux MFT, ainsi que de déplacer et de schématiser des fichiers entre les formats suivants : format EED ASC X12 (ANSI) et la norme UN/EDIFACT, XML, EBXML, CSV (un format de texte délimité par des tabulations), format de fichier plat délimité de longueur variable et texte délimité à largeur fixe.</p>	Obligatoire	O/N	



O33	Le soumissionnaire doit offrir, sur demande, des services professionnels Administrateur qui aideront l'ARC (à l'appui de SPC) à installer la solution dans une architecture x86 virtualisée. La ressource doit avoir des connaissances approfondies sur la solution sans dépendre sur d'autres collègues au sein de son organisation, de manière à éviter les retards. La ressource doit détenir une expérience de travail avec Windows Server 2012 R2 et les versions plus récentes ou le serveur Red Hat Enterprise Linux (RHEL) 6.7 pour x64.	Obligatoire	O/N	
O34	Le soumissionnaire doit offrir, sur demande, des services professionnels Consultant en développement/développeur qui aideront les développeurs de l'ARC à configurer un flux MFT, ainsi qu'à déplacer et à schématiser des fichiers entre les formats suivants : format EED ASC X12 (ANSI) et la norme UN/EDIFACT, XML, EBXML, CSV (un format de texte délimité par des tabulations), format de fichier plat délimité de longueur variable et texte délimité à largeur fixe. La ressource doit avoir des connaissances approfondies sur la solution afin de configurer et de schématiser les types de fichiers susmentionnés sans dépendre sur d'autres collègues au sein de son organisation, de manière à éviter les retards.	Obligatoire		
O35	La solution doit s'intégrer avec un système de gestion d'information et d'événements de sécurité (GIES) d'entreprise.	Obligatoire	O/N	
O36	La solution doit permettre les échanges de données entrantes et sortantes, ainsi que la définition des règles de conservation et le contrôle des versions des fichiers selon le flux de travail.	Obligatoire	O/N	
O37	Le soumissionnaire doit fournir des correctifs de sécurité dans les cinq jours ouvrables suivant la publication.	Obligatoire	O/N	
O38	La solution doit fournir une solution sécurisée pour la gestion des certificats numériques (clés publiques/privées) d'un fournisseur ICP commercial.	Obligatoire	O/N	
O39	La solution doit activer/désactiver la fonctionnalité en fonction des rôles des utilisateurs (administrateur, développeur, utilisateur).	Obligatoire	O/N	
O40	La solution doit comprendre une interface de programmation d'applications (API) afin de permettre la mise en œuvre des sorties d'utilisateur personnalisables qui s'harmonisent avec divers systèmes dorsaux. Les sorties d'utilisateur peuvent être demandées à différents moments dans le processus de transfert de fichiers.	Obligatoire	O/N	



O41	La solution doit fournir les capacités d'établissement de rapports d'historique des fichiers pour toutes les capacités d'établissement de rapports aux systèmes entrants et sortants intégrés. La solution doit comprendre, sans toutefois s'y limiter, le nombre de transmissions réussies, de transmissions infructueuses et d'erreurs de transmission.	Obligatoire	O/N	
<b>Solution adaptée aux logiciels disponibles sur le marché – Exigences cotées :</b>			Maximum de points possibles	<b>Référence</b>
C1	À l'exclusion des revendeurs, le soumissionnaire devrait posséder toutes les composantes de la solution et ne pas dépendre de soumissionnaires tiers pour répondre à l'exigence de l'ARC. Le soumissionnaire doit soutenir entièrement toutes les composantes de la solution, peu importe si elles proviennent de tiers ou de sources ouvertes.	100 points si le soumissionnaire possède toutes les composantes 50 points si la solution contient certaines sources ouvertes 10 points si la solution contient des composantes de tiers	Max. 100	
C2	La solution devrait fournir des rapports sur tous les échanges de données connexes pour : a. Chaque échange individuel : Horodatage, partenaire, statut de livraison b. Capacités d'établissement de rapports sur les métadonnées, les données sur la charge utile et les données sur le statut	100 points pour A+B 50 points pour A	Max. 100	
C3	La solution devrait fournir les capacités d'établissement de rapports d'historique des fichiers pour tous les fichiers transmis ou « prêts à être transmis ».	25 points si la solution offre les deux : a) Tous les fichiers transmis b) Les fichiers prêts à être transmis	Max. 25	
C4	La solution devrait utiliser des algorithmes cryptographiques ou des modules qui respectent les exigences suivantes : a. Exigences du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) du gouvernement du Canada ( <a href="https://www.cse-cst.gc.ca/en/node/1831/html/26515">https://www.cse-cst.gc.ca/en/node/1831/html/26515</a> ) b. Validation de niveau 1 de la norme FIPS 140-2	50 points pour a) CST 50 points pour b) validation de niveau 1 de la norme FIPS	Max. 100	





C5	Toutes les fonctions de transfert de fichiers, de configuration, de surveillance et de diagnostic devrait être disponibles au moyen d'une interface utilisateur graphique Web intuitive comprenant une aide contextuelle. L'aide d'un assistant est souhaitable pour les tâches complexes. <sup>2</sup>	100 points pour toutes les fonctions de l'interface utilisateur graphique :- Transfert de fichiers spéciaux- Configuration- Surveillance- Fonction de diagnostic 20 points supplémentaires pour un assistant	Max. 100	
C6	La solution devrait s'harmoniser avec une solution de gestion du contenu d'entreprise à l'aide du protocole CMIS 1.0. <a href="http://docs.oasis-open.org/cmisis/CMIS/v1.0/cmisis-spec-v1.0.html">http://docs.oasis-open.org/cmisis/CMIS/v1.0/cmisis-spec-v1.0.html</a>	50 points pour les connecteurs préintégrés  20 points pour les sorties d'utilisateur personnalisables	Max. 50	
C7	La solution devrait avoir un processus établi pour informer les clients des exploits et des vulnérabilités de sécurité éventuels connus par le public ou le soumissionnaire.	50 points en une journée 30 points en trois jours 20 points en cinq jours	Max. 50	
C8	La solution devrait effectuer le téléchargement en amont et en aval des fichiers à partir du navigateur de l'utilisateur final et d'un système à l'autre. Chaque utilisateur autorisé doit être en mesure d'utiliser chaque méthode indépendamment de ses partenaires d'échange et d'utiliser les deux méthodes de manière interchangeable.	30 points pour un système à l'autre 20 points pour un navigateur	Max. 50	



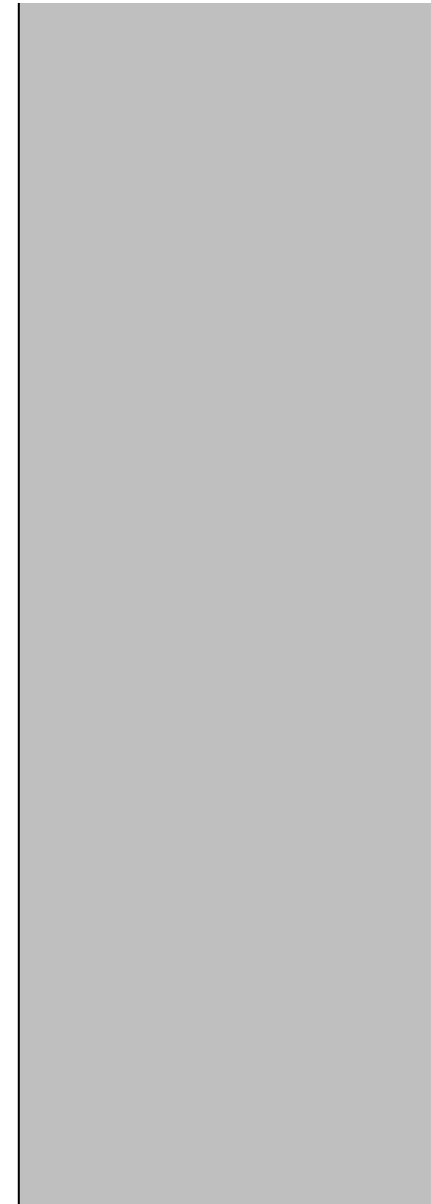
C9	<p>L'interface utilisateur devrait permettre de définir de nombreux flux de travail pour les processus de transfert de fichiers. Les caractéristiques des flux de travail doivent comprendre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Surface de conception graphique pour les processus précis</li> <li>b. Capacité de mettre en œuvre des conditions et des variables dans le flux de travail</li> <li>c. Capacité de mettre en œuvre une logique personnalisée dans le flux de travail</li> <li>d. Prise en charge des représentations standard, y compris BPEL et XPDL</li> <li>e. Prise en charge du journal de vérification</li> <li>f. Prise en charge des étapes d'approbation tout au long du flux de travail</li> </ul>	<p>10 points pour chaque exigence énumérée</p> <p>10 points pour chaque exigence supplémentaire qui n'est pas énumérée (jusqu'à un maximum de 40 points)</p>	<p>Max. 100</p>	
C10	<p>La solution devrait être évolutive pour prendre en charge un minimum de 100 connexions simultanées par cas.</p>	<p>20 points pour 101 connexions et plus</p> <p>10 points pour 100 connexions</p>	<p>Max. 20</p>	
C11	<p>La solution devrait appuyer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Planification sur demande (ponctuelle)</li> <li>b. Planification préventive</li> <li>c. Interrogation sur le dossier</li> <li>d. Annulation d'un transfert de fichiers</li> </ul> <p>Des points supplémentaires seront accordés pour les solutions appuyant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e. Transferts de fichiers liés à un événement</li> </ul> <p>Autres, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>f. Déclencheurs API des applications externes</li> <li>g. Mise en file d'attente des transferts de fichiers</li> </ul>	<p>30 points pour les exigences a à d</p> <p>5 points pour chaque exigence supplémentaire (jusqu'à un maximum de 20 points)</p>	<p>Max. 50</p>	
C12	<p>La solution devrait appuyer les protocoles de transfert Applicability Statement 4 (AS4).</p>	<p>50 points</p>	<p>Max. 50</p>	
C13	<p>La solution devrait appuyer le format de message OpenPGP (<a href="https://www.ietf.org/rfc/rfc4880.txt">https://www.ietf.org/rfc/rfc4880.txt</a>).</p>	<p>50 points</p>	<p>Max. 50</p>	
C14	<p>La solution devrait appuyer MIME Security avec OpenPGP (<a href="https://tools.ietf.org/rfc/rfc3156.txt">https://tools.ietf.org/rfc/rfc3156.txt</a>).</p>	<p>50 points</p>	<p>Max. 50</p>	



C15	La solution devrait accepter l'utilisation de signatures numériques pour les approbations de flux de travail.	10 points	Max. 10	
C16	La solution devrait être conforme aux normes de sécurité des données du Payment Card Industry (PCI). <a href="https://www.pcisecuritystandards.org/">https://www.pcisecuritystandards.org/</a>	10 points	Max. 10	
<b>Définitions :</b>				
	<sup>1</sup> La définition de catégorie d'effectif d'Industrie Canada est large et compte plus de 500 employés.			
	<sup>2</sup> Facilité d'utilisation (défini par Gartner) — Capacité de personnaliser l'interaction de l'outil pour un utilisateur ou un rôle donné, en ayant comme objectif de permettre à l'utilisateur ou au rôle d'interagir avec la technologie de la façon la plus efficiente et efficace possible.			
	<sup>3</sup> Le niveau 3 s'applique seulement au matériel de chiffrement (données inactives) et ne s'applique pas aux données de transmission (actives).			
	<sup>4</sup> La norme FIPS 140-2 de niveau 3 s'applique seulement au matériel de chiffrement (données inactives) et ne s'applique pas aux données de transmission (actives).			
	<sup>5</sup> Le flux de travail est défini comme un outil visant à faciliter et à automatiser les processus de transmission de données qui nécessitent des tâches qui doivent être accomplies par des personnes. Cela comprend les points de contrôle, les approbations et les refus afin de s'assurer que le bon travail est présenté dans le bon ordre, au bon moment et aux bonnes personnes.			
	<sup>6</sup> Les données inactives sont définies comme étant les données stockées dans le stockage à long terme.			
	<sup>7</sup> L'hébergement est la capacité d'installer et d'exploiter une solution dans les architectures indiquées.			
<b>Sigles et acronymes</b>				
	AD		Active Directory	
	AES		Norme de chiffrement avancé	
	API		Interface de programmation d'applications	
	BPEL		Langage BPEL	



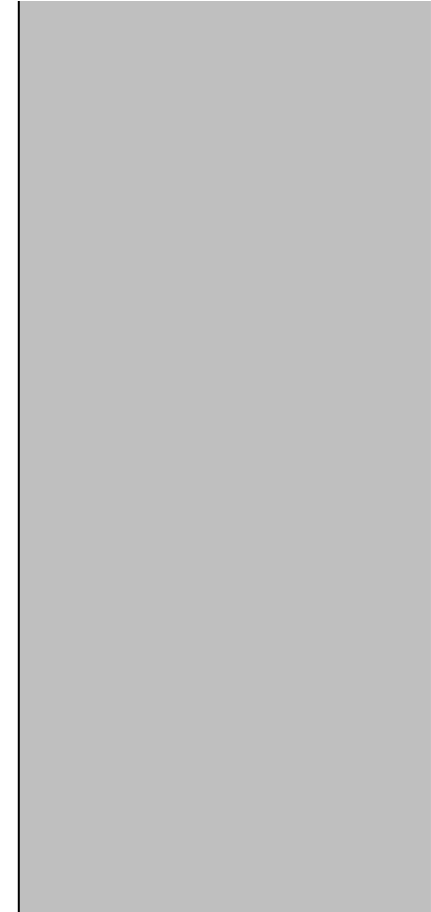
CAST5	Carlisle Adams et Stafford Tavares
CDH	Cofactor Diffie-Hellman
	Content Management Interoperability Services
CMIS	Agence du revenu du Canada
ARC	Diffie-Hellman
DH	Algorithme de signature numérique
DSA	Zone démilitarisée
DMZ	Affaires électroniques XML
EBXML	Cryptographie à courbe elliptique
ECC	Elliptic Curve Digital Signature Algorithm
ECDSA	Gestion du contenu d'entreprise
GCE	Finite Field Cryptography
FFC	Federal Information Processing Standards
FIPS	Protocole de transfert de fichiers
FTP	File Transfer Protocol Secure Sockets Layer
FTPs	Interface utilisateur graphique
GUI	GNU Zip
GZIP	Protocole de transfert hypertexte
HTTP	Hyper Text Transfer Protocol Secure
HTTPS	Direction générale de l'informatique
DGI	Java ARchive
JAR	Java 2 Platform, Enterprise Edition
J2EE	Protocole allégé d'accès annuaire
LDAP	





MFT  
MQV  
PCI  
PGP  
ICP  
VP  
RSA  
SFTP  
SHA  
  
GIES  
SPC  
SSH  
TAR  
  
TDEA  
TLS  
IU  
XML  
  
XPDL  
  
XSLT

Transfert de fichiers gérés  
Menezes Qu Vanstone  
Payment Card Industry  
Pretty Good Privacy  
Infrastructure à clé publique  
Validation de la proposition  
Rivest Shamir Adleman  
Secure File Transfer Protocol  
Algorithmes de hachage sécurisé  
Système de gestion d'information  
et d'événements de sécurité  
Services partagés Canada  
Secure Shell  
Tape ARchive  
Algorithme de chiffrement de  
données triple  
Sécurité de la couche transport  
Interface utilisateur  
Langage de balisage extensible  
eXtensible Markup Language  
Process Definition Language  
eXtensible Stylesheet Language  
Transformations





## ANNEXE B : PRIX PROPOSÉ/BASE DE PAIEMENT

Le prix proposé par le soumissionnaire doit être évalué en fonction de la combinaison des prix totaux pour l'année ferme et toutes les années optionnelles. Toutes les quantités doivent être livrées lorsque l'ARC en fait la demande, et ce, conformément aux modalités de livraison figurant dans le contrat.

### BASE DE PAIEMENT – EXIGENCE FERME

Pour répondre à toutes ses obligations précisées dans le contrat, l'entrepreneur doit être payé suivant un prix unitaire fixe tout compris pour les articles décrits ci-dessous au tableau 1. RDA et droits de douane inclus, le cas échéant; taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée à part, le cas échéant, conformément aux clauses sur le paiement et la facturation énoncées dans le présent document.

Tableau 1 – Exigence ferme - Logiciel de transfert géré de fichiers (MFT) Licence d'entité et maintenance et soutien

N° de l'article	Description	Unité de distribution	Nbre d'unités	Prix unitaire ferme (TPS/TVH non comprises)	Prix total
1	Logiciel de transfert géré de fichiers (y compris un an de maintenance et de soutien) Licence d'entité	Chaque	1		
2	Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Année 2	Chaque	1		
3	Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Année 3	Chaque	1		
4	Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Année 4	Chaque	1		
5	Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Année 5	Chaque	1		
Total partiel du tableau 1:					\$



## BASE DE PAIEMENT – EXIGENCES FACULTATIVES

Si les options indiquées ci-dessous sont exercées, l'entrepreneur doit payer les prix unitaires plafond pour les articles décrits aux tableaux 2 à 4. RDA et droits de douane inclus, le cas échéant; taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée à part, le cas échéant, conformément aux clauses sur le paiement et la facturation énoncées dans le présent document.

**Tableau 2 – Option d'offrir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel de transfert géré de fichiers – Licence d'entité**

N° de l'article	Description	Unité de distribution	Quantité	Prix plafond (TPS/TVH non comprises)	Prix total
1	Option d'acheter un Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Option 1. Année 6	Chaque	1		
2	Option d'acheter un Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Option 2. Année 7	Chaque	5		
3	Option d'acheter un Licence d'entité pour maintenance et soutien du logiciel de transfert géré de fichiers Option 3. Année 8	Chaque	10		
Total partiel du tableau 2:					\$



Tableau 3 – Formation facultative (comprend les manuels de formation)

N° de l'article	Description	Unité de distribution	Quantité aux fins d'évaluation uniquement	Prix (TPS/TVH non comprises)	Prix total
1	Formation sur l'administration du système (former le personnel administratif) La formation doit être donnée en anglais, par un instructeur en personne, dans la région de la capitale nationale (RCN).	Chaque	10 étudiants		
2	Formation à l'intention des développeurs La formation doit être donnée en anglais, par un instructeur en personne, dans la région de la capitale nationale (RCN).	Chaque	10 étudiants		
3	Formation à l'intention des utilisateurs finaux La formation doit être donnée en anglais, par un instructeur en personne, dans la région de la capitale nationale (RCN).	Chaque	10 étudiants		
Total partiel du tableau 3:					\$

Tableau 4 – Services professionnels techniques facultatifs

N° de l'article	Description	Unité de distribution	Quantité aux fins d'évaluation uniquement	Prix plafond (TPS/TVH non comprises)	Prix total
1	Consultant en développement/développeur	Chaque	10 jours		
2	Administrateur	Chaque	10 jours		
Total partiel du tableau 4:					\$





<b>Total requis pour l'entreprise (tableau 1):</b>	\$
<b>Total pour les facultatives (tableaux 2, 3 et 4):</b>	\$
<b>Prix total:</b>	\$

***TOUS LES PAIEMENTS SONT SOUMIS À L'AUDIT GOUVERNEMENTAL***



**Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)**